

Brochure n° 3177

**Convention collective nationale**

IDCC : 275. – **TRANSPORT AÉRIEN**  
**(Personnel au sol)**

**AVENANT N° 74 DU 6 AVRIL 2007**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA CONVENTIONNELS**  
NOR : *ASET0750617M*  
IDCC : 275

Les parties signataires du présent avenant entendent poursuivre la démarche engagée par les avenants 71, 72 et 73, et conforter la grille salariale de la CCNTA PS comme base de référence pour les entreprises de la branche professionnelle et assurer au minimum le maintien du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés sur la base des salaires minima conventionnels.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Revalorisation des salaires minima conventionnels  
au 1<sup>er</sup> janvier 2007*

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 :

*(En euros.)*

COEFFICIENT	MONTANT
160	1 267
165	1 273
170	1 288

COEFFICIENT	MONTANT
175	1 303
180	1 318
185	1 333
190	1 348
195	1 365
200	1 381
210	1 411
215	1 426
220	1 444
235	1 555
245	1 602
260	1 697
270	1 760
290	1 888
295	1 919
300	2 010
360	2 332
420	2 714
510	3 286
600	3 857
750	4 811

## Article 2

### *Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1<sup>er</sup> juillet 2007*

Les salaires minima mensuels pour un horaire hebdomadaire de 35 heures, applicables pour chacun des coefficients hiérarchiques, s'établissent comme suit à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
160	1 276
165	1 282

COEFFICIENT	MONTANT
170	1 297
175	1 312
180	1 326
185	1 341
190	1 356
195	1 373
200	1 389
210	1 419
215	1 435
220	1 453
235	1 568
245	1 613
260	1 709
270	1 773
290	1 901
295	1 932
300	2 026
360	2 348
420	2 730
510	3 305
600	3 880
750	4 839

a) Dans l'hypothèse où au 1<sup>er</sup> juillet 2007 le SMIC serait revalorisé d'un pourcentage égal ou inférieur à 2 %, les niveaux des coefficients 160 et 165 seront revalorisés, au 1<sup>er</sup> juillet 2007, par rapport à leur valeur au 1<sup>er</sup> juillet 2006 selon le même pourcentage de revalorisation que le SMIC. Pour ces deux coefficients, les deux nouveaux niveaux ainsi valorisés se substitueront à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007 aux niveaux définis par le présent avenant.

b) Dans l'hypothèse où au 1<sup>er</sup> juillet 2007 le SMIC serait revalorisé de plus de 2 %, les dispositions prévues au a s'appliqueront et, en outre, les parties au présent avenant se réuniront, en septembre 2007, en commission nationale mixte afin d'examiner les dispositions qui pourraient être prises.

### **Article 3**

#### *Indemnité de panier*

L'indemnité de panier calculée sur le principe de l'article 2 de l'avenant 72 est fixée à 5,40 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Conformément à l'alinéa 1 de l'article 3 de l'avenant 71, les salariés qui à la date de sa signature avaient déjà bénéficié d'une indemnité de panier d'un montant d'un montant de 6 € conservent, à titre individuel, le bénéfice de ce montant.

### **Article 4**

#### *Mise en œuvre*

Le présent avenant est applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2007 à l'ensemble des entreprises adhérentes à une organisation patronale signataire du présent avenant.

### **Article 5**

#### *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes*

Les parties signataires ont prévu de se rencontrer pour étudier les nouvelles dispositions issues des lois du 9 mai 2001 et du 25 mars 2006. Une négociation sur le thème de l'égalité professionnelle sera ouverte dans le cadre de la commission nationale mixte au second trimestre 2007.

### **Article 6**

#### *Clause de non-dérogation*

En vertu de l'article L. 132-23 du code du travail, les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent comporter des clauses dérogeant au présent accord, sauf dispositions plus favorables.

### **Article 7**

#### *Organisation du droit d'opposition*

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent accord disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence à compter de la notification de l'avenant, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

### **Article 8**

#### *Formalités de dépôt et d'extension*

Dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par la majorité des organisations syndicales, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail et d'une demande d'extension dans les conditions fixées aux articles L. 133-8 et suivants dudit code.

Fait à Paris, le 6 avril 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Fédération nationale de l'aviation marchande.

**Syndicats de salariés :**

Fédération générale des transports et de l'équipement CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement des métiers de l'aérien CFE-  
CGC ;

Fédération générale des transports CFTC ;

Fédération de l'équipement, de l'environnement des transports et des  
services CGT-FO.